



Focus

Replay - L'accompagnement vers l'autonomie des jeunes majeurs

CNFPT, 09/02/2024, 163 mn

<https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/px1plu7gmxc/>

Replay du webinaire organisé le 9 février 2024 par le service de spécialités Accompagnement des parcours de vie de l'INSET d'Angers.

<https://padlet.com/berangereguillet/l-accompagnement-vers-l-autonomie-des-jeunes-majeurs>

Le livre blanc du travail social [Bibliographie] / Réseau des Documentalistes

CNFPT, 06/02/2024

<https://padlet.com/berangereguillet/le-livre-blanc-du-travail-social-3vpurspbputvaape>

Padlet de ressources documentaires réalisé à l'occasion de la journée sur le Livre blanc du travail social, organisée par le service de spécialités Inclusion sociale de l'INSET d'Angers le 6 février 2024.

Replay - Accompagner le parcours d'habitat les personnes en situation de vulnérabilité

CNFPT, 01/02/2024, 94 mn

<https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pi31x6ca6aw9/>

Replay du webinaire du 1er février issu de la série 'De la rue au logement'

Interculturalité et genre [Bibliographie] / Réseau des Documentalistes

CNFPT, 01/2024

<https://padlet.com/berangereguillet/interculturalit-et-genre-w2avkyt0dfskr11>

Ressource documentaire réalisée à l'occasion d'une formation de formateurs organisée par le service Inclusion sociale de l'INSET d'Angers.



Veille sectorielle

Action éducative/Sport - Action internationale/Europe

Aménagement et développement des territoires

Culture - Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats Publics

Economie - Emploi/Formation - Finances publiques/Gestion locale

Fonction publique/Statut - Information/Communication/TIC

Management/Ressources humaines

Outre-Mer - Sciences Humaines/Société - Sécurité civile et publique

Services techniques et transitions écologiques

Social/Santé



On vous signale une expérience

Action éducative/Restauration scolaire/Sport

Cahier d'inspirations pour des équipements sportifs dans l'espace public répondant aux enjeux de mixité sociale et de genre

Millenaire3.com, 15/02/2024

<https://www.millenaire3.com//ressources/2024/cahier-d-inspirations-pour-des-equipements-sportifs->

Pouvoir pratiquer librement une activité physique ou sportive, en plein air dans les espaces publics, est une demande en forte hausse.

Difficile cependant de trouver des espaces propices aux grandes différences de pratiques, de motivations, mais aussi de publics, en particulier les femmes.

Pour répondre à ces attentes, la Métropole de Lyon a lancé le 26 septembre 2023 un appel à projets pour la création d'îlots sportifs inclusifs.

Le regard des autres, la sécurité et la tranquillité, la concurrence entre pratiquants, l'adaptation des équipements, sont autant de dimensions à prendre en compte.

Ce cahier d'inspiration réalisé à partir d'enquêtes sensibles, entend donner des clefs aux porteurs de projets.

Au-delà, il interpelle sur le chemin encore à parcourir pour répondre aux enjeux de mixité sociale et de genre dans la ville et dans le sport.

Le Pass'Sport nouvelle version

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 12/02/2024, n° 2702, p. 49

<https://www.lagazettedescommunes.com/912296/le-passsport-nouvelle-version/>

Pour la saison 2023-2024, le dispositif qui vise à favoriser la pratique sportive des jeunes est renouvelé et étendu.

<https://pass.sports.gouv.fr/>

Plan 5.000 équipements sportifs : des critères élargis pour la période 2024-2026

Banquedesterritoires.fr, 08/02/2024

<https://www.banquedesterritoires.fr/plan-5000-equipements-sportifs-des-criteres-elargis>

Une note de service de l'Agence nationale du sport détaille les critères de subvention du nouveau plan 5.000 équipements sportifs pour les trois années à venir. Les types d'équipements visés ainsi que les territoires éligibles sont considérablement élargis.

Territoires éducatifs ruraux : une extension en cours, des objectifs à conforter

Banquedesterritoires.fr, 31/01/2024

<https://www.banquedesterritoires.fr/territoires-educatifs-ruraux-une-extension-en-cours-des-objectifs->

Tous les départements sont désormais concernés par les "territoires éducatifs ruraux", dont la dernière extension est en cours. Selon une récente réponse ministérielle, le bilan du dispositif est toutefois mitigé.



Le sport au cœur des villages : un appel à projets pour faire bouger les territoires ruraux

Banquedesterritoires.fr, 29/01/2024

<https://www.banquedesterritoires.fr/le-sport-au-coeur-des-villages-un-appel-projets-pour-faire-bouger>

Avec le soutien du ministère des Sports et de l'Agence nationale du sport, et sous la coordination de l'Ufolep, cinq cents villages vont être sélectionnés pour développer des événements sportifs sur leur territoire durant l'année 2024.



Quand des collectivités soutiennent l'agriculture locale

agri-city.info, 26/01/2024

<https://www.agri-city.info/fr/dossiers-et-articles/alimentation-circuits-courts/quand-des-collectivites->

Dans le but de maintenir une feuille de route exigeante, encourageant une agriculture locale et résiliente, la ville de Bordeaux poursuit ses efforts à travers les marchés passés par le SIVU (Cuisine centrale de Bordeaux et Mérignac). Les exploitations à taille humaine et l'agriculture biologique sont privilégiées afin d'assurer un service public vertueux et de qualité.

[Retour sommaire](#)

Action internationale/Europe

Un écosystème agricole développé autour du pain grâce au programme Leader

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 19/02/2024, n° 2703, p. 42-43

<https://www.lagazettedescommunes.com/913212/un-ecosysteme-agricole-developpe-autour-du-pain>

L'Union européenne cofinance des projets engagés en zone rurale qui contribuent à ses objectifs de développement, ce qui soutient des projets ambitieux.

Les comités de programmation public-privé des groupes d'action locale étudient les projets qui leur sont soumis en vue de leur attribuer une enveloppe financière.

En présentant des projets conformes aux axes de développement identifiés, les acteurs de la CC pays de Forcalquier - montagne de Lure ont obtenu des financements.

Financements européens : lancement d'une "boîte à outils rurale"

Localtis.info, 06/02/2024

<https://www.banquedesterritoires.fr/financements-europeens-lancement-dune-boite-outils-rurale?>

Pour répondre à la complexité des fonds européens, la Commission a lancé ce 6 février une "boîte à outils rurale". L'objectif : "aider les institutions locales, les entreprises, les associations et tous ceux qui travaillent dans les territoires ruraux, à naviguer dans les diverses options de financement et de soutien de l'UE, et à en tirer pleinement partie".

<https://funding.rural-vision.europa.eu/finder?lng=fr>

Plan climat : où en sont les villes européennes ?

Lettre du cadre territorial (La), 02/2024, n° 575, p. 48-49

Au sein de la London School of Economics, le hub "European cities knowledge" a étudié 162 villes européennes pour questionner leur rapport à la lutte contre le changement climatique.

Résultat : ce ne sont pas forcément les plus grandes villes qui déploient les plans les plus aboutis.

<https://www.lse.ac.uk/Cities/publications/research-reports/Old-Cities-New-Ambitions-the-future->

Aménagement et développement des territoires

La gastronomie locale, ingrédient de choix de l'attractivité

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 19/02/2024, n° 2703, p. 36-38

<https://www.lagazettedescommunes.com/913880/la-gastronomie-locale-ingredient-de-choix->

Des aliments phares aux restaurants cotés, en passant par des traditions agricoles et culinaires, l'art français du "bien manger" participe à l'attractivité locale et touristique.

La promotion d'une gastronomie locale croise les enjeux de l'alimentation durable et de la préservation du patrimoine immatériel du territoire.

En s'appuyant sur des lieux, des événements ou des marques, la valorisation d'une image gastronomique demande d'animer un réseau d'acteurs très divers.

A Nantes, les nouveaux trams reçoivent un gros coup de pouce de l'Union européenne / OLIVIER

Arthur

ToutelEurope.eu, 13/02/2024

<https://www.touteleurope.eu/economie-et-social/a-nantes-les-nouveaux-trams-recoivent->

La Banque européenne d'investissement (BEI) vient d'octroyer un prêt de 200 millions d'euros à la Métropole de Nantes, en soutien aux mobilités douces. Objectifs : rénover les voies de tramway, acquérir de nouvelles rames et construire un centre technique au nord de l'agglomération.

Qualité de l'air, mobiliser les mobilités - Le Cerema présente aux collectivités des outils pour décarboner les mobilités dans les zones urbaines

Cerema.fr, 12/02/2024

<https://www.idcite.com/Doc-Qualite-de-l-air-mobiliser-les-mobilites-Le-Cerema-presente->

Dans cet Essentiel "Qualité de l'air. Mobiliser les mobilités", le Cerema présente aux collectivités des outils pour décarboner les mobilités dans les zones urbaines.

[Retour sommaire](#)

Aménagement : le virage vert des grands projets urbains

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 12/02/2024, n° 2702, p. 34-36

<https://www.lagazettedescommunes.com/911911/le-virage-vert-des-grands-projets-urbains>

Élévation du niveau de la mer, hausse des températures . . . les conséquences du bouleversement climatique viennent percuter les projets urbains déjà lancés.

Qu'ils aient ou non engagé les projets, certains élus s'interrogent sur le bien-fondé de poursuivre ces programmes potentiellement obsolètes.

Ajouter de la nature, diminuer le nombre de logements prévus . . . un mouvement apparaît, enclenché dans quelques métropoles.

Stations de ski : la Cour des comptes alerte sur un modèle économique « en déclin », face au changement climatique

Maire-info.com, 07/02/2024

<https://www.maire-info.com/montagne/stations-ski-la-cour-comptes-alerte-sur-un-modele-economique->

D'ici 2050, seules « quelques stations » pourront maintenir leur modèle actuel, préviennent les magistrats financiers, qui s'inquiètent du faible nombre de communes en ayant pris conscience. Une analyse qui fait bondir les associations d'élus de la montagne.

« Mieux reconstruire après inondation » : modalités et communes concernées

Lagazettedescommunes.com, 02/02/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/911277/mieux-reconstruire-apres-inondation-modalites->

La loi de finances pour 2021 prévoit, à son article 224, l'expérimentation d'un dispositif dénommé « Mieux reconstruire après inondation ». Il est financé par le fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) dans des communes désignées par arrêté, parmi celles faisant l'objet, depuis moins d'un an, d'un arrêté portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle à la suite d'inondations.

Lancement du dispositif Mieux reconstruire après inondations dans 351 communes des Hauts-de-France

Maire-info.com, 02/02/2024

<https://www.maire-info.com/catastrophes/lancement-du-dispositif-mieux-reconstruire-apres>

Le gouvernement a publié ce matin plusieurs arrêtés relatifs au dispositif « Mieux reconstruire après inondation », qui va, pour la première fois, être appliqué aux communes du Nord et du Pas-de-Calais frappées par les inondations de novembre et janvier.

La renaturation, un nouvel objectif pour les aménageurs

Lettre du cadre territorial (La), 02/2024, n° 575, p. 74-75

<https://www.lettreducadre.fr/article/la-renaturation-un-nouvel-objectif-pour-les-amenageurs>.

Le verbe « renaturer » n'existe pas dans le dictionnaire de l'Académie française. Pourtant, le terme a une existence juridique, notamment depuis la loi climat et résilience de 2021. Pour les collectivités territoriales, la renaturation devient une notion incontournable des politiques publiques d'urbanisme, et même, plus spécifiquement, des opérations d'aménagement

Participation des habitants : Méthodes et outils [Dossier]

Traits urbains, 02/2024, n° 141, p. 30-41

Plus que jamais, en ces temps de défiance accrue vis-à-vis du politique, il est nécessaire d'inclure les citoyens dans les processus de projet. "Acceptabilité sociale" et "embarquement" des habitants sont des termes maintes fois utilisés. Pour autant, il peut rester difficile, pour les villes porteuses de projets urbains, de réellement considérer l'habitant/riverain/utilisateur comme un contributeur et non comme un simple receveur des justifications de choix stratégiques et opérationnels. Le risque étant de multiplier les outils attractifs en passant à côté du dialogue et de l'écoute. Tour d'horizon d'approches diverses pour mobiliser l'intelligence collective.

Territoires en commun : Chroniques d'aménagement participatif du territoire, 02/2024

<https://amenagementparticipatif.fr/>

Entre Septembre 2022 et Décembre 2023, 4 territoires ont participé à l'aventure 'Territoires en commun' de l'ANCT : la communauté de communes de la Vallée de Kaysersberg, les villes de Vaison-la-Romaine, Vandoeuvre-lès-Nancy et Thiers. Ensemble, ils ont exploré ce que signifie, pour chacun d'eux, concevoir une politique d'aménagement en mettant au coeur la participation des habitants.

[↩ Retour sommaire](#)

La clé des sols [Dossier]

Urbanisme, 01/2024, p. 16-81

Au sommaire du dossier :

- Les vers de terre contre le ZAN
- La Rochelle défie les paradoxes de la question foncière
- Terra incognita"
- Quelle trajectoire de sobriété foncière pour l'Ile-de-France ?
- "Nous avons réalisé un véritable exercice de planification écologique"
- Le sud-est redécouvre la terre crue
- Des hameaux légers prototypes de la réversibilité
- Mieux connaître les sols urbains
- L'occupation des sols
- Calories en sous-sol
- Entretien avec Pierre Prot, adjoint au maire d'Evry-Courcouronnes
- "Reconquérir le fonctionnement naturel du sol"
- Le ZAN, une série pleine de rebondissements
- Il y a quelque chose de pourri au Royaume des Pays-Bas
- La sobriété foncière dans cinq pays européens
- "Il s'agit plus de réparer les tissus urbains hérités que de les étendre"
- CDC biodiversité, l'opérateur de compensation "clés en main"
- "Une ville moyenne qui refuse de s'étendre toujours"
- Du foncier aux sols vivants : nouvelle frontière, nouvelle filière

Entretien avec Michel Ballarini : "une ville moyenne qui refuse de s'étendre toujours plus"

Urbanisme, 01/2024, n° p. 69-71, p. 69-71

Michel Ballarini, directeur général de la société d'aménagement Alter, à Angers, revient sur le fonctionnement de cette puissante entité publique capable d'agir à l'échelle du département grâce à une multiplicité de structures et d'outils. L'occasion aussi de rappeler la politique avant-gardiste du territoire en matière de sobriété foncière.

Comment faire des métropoles un levier pour la planification écologique et solidaire ? / GHORRA GOBIN Cynthia

Fondation Jean Jaurès, 2024, 8 p.

[https://www.jean-jaures.org/publication/comment-faire-des-metropoles-un-levier-pour-la-planification-](https://www.jean-jaures.org/publication/comment-faire-des-metropoles-un-levier-pour-la-planification-ecologique-et-solidaire/)

L'urgence écologique impose de mobiliser tous les échelons territoriaux. Cynthia Ghorra-Gobin, géographe et directrice de recherche au CNRS, se penche sur le cas des métropoles en revenant sur le récit de la fabrique métropolitaine, qualifiées par certains de néolibérales, par d'autres d'innovantes, à partir des exemples de la métropole de Lyon et de celle de Minneapolis-Saint Paul. Selon l'auteur, les métropoles peuvent être un levier d'action en faveur de la planification écologique et solidaire

Culture

Culture : comment recourir aux financements privés ?

Lagazettedescommunes.com, 16/02/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/913873/culture-comment-recourir-aux-financements-privés/>

L'agence Auvergne Rhône Alpes Spectacle vivant a mis en ligne début février une fiche sur les modes de financements privés de la culture : parrainage, mécénat et financement participatif. Les auteurs insistent sur le fait que ces recherches de fonds ne s'improvisent pas, loin s'en faut.

https://auvergnerhonealpes-spectacle vivant.fr/wp-content/uploads/2024/02/Fiche-Pratique_

[☞ Retour sommaire](#)

Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats publics

L'empreinte carbone des achats

Courrierdesmaires.fr, 20/02/2024, n° 375, p. 8-10

Alertés par la campagne de l'Ademe, des élus précurseurs s'attaquent à la surconsommation dans l'espoir de susciter un "choc" de sobriété. En attendant d'opérer un changement de modèle ?

Développement durable : grâce aux échanges entre maires, la transition avance

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 19/02/2024, n° 2703, p. 40

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41409254/grace-aux-echanges-entre-maires>

Un réseau de partage entre élus ruraux du Calvados et de l'Orne a vu le jour pour favoriser les bonnes pratiques.

La résiliation unilatérale d'un marché d'assurance par son titulaire

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 19/02/2024, n° 2703, p. 60-62

<https://www.lagazettedescommunes.com/913359/la-resiliation-unilaterale-dun-marche-dassurance->

Dans cette analyse, Cyril Coupé, avocat associé au cabinet Goutal, Alibert et associés, tire les enseignements de la décision du Conseil d'État du 12 juillet 2023 relative aux contrats d'assurance, quant à l'articulation entre la faculté de résiliation unilatérale reconnue aux cocontractants de l'administration et le droit d'opposition qui en découle.

Le contrôle de l'Etat sur d'autres personnes morales

Actualité Juridique. Droit Administratif, 19/02/2024, n° 6/2024, p. 301-328

Le terme de tutelle n'est plus à la mode. Celle de l'Etat sur les collectivités territoriales a été très officiellement supprimée il y a plus de quarante ans. Les universités se sont vu accorder libertés et responsabilités en 2007. Est-ce à dire que l'Etat a perdu la main ? En réalité, il maintient un ferme contrôle sur les collectivités comme sur l'enseignement supérieur, en particulier parce qu'il tient, pour l'essentiel, les cordons de la bourse. La contractualisation est davantage dans l'air du temps. Mais en réalité, les contrats que les entreprises publiques, les collectivités territoriales ou même les universités sont amenées à conclure avec l'Etat sont moins un concours de volontés qu'une nouvelle forme de contrôle. En revanche, les contrats avec l'enseignement privé, plus anciens ne semblent pas marqués par une vraie volonté de surveillance de ce secteur par la puissance publique.

Collectivité territoriale : l'illusion du principe de subsidiarité / PONTIER Jean-Marie

Actualité Juridique. Droit Administratif, 12/02/2024, n° 5/2024, p. 240-247

Ignoré, en France, pendant très longtemps, le principe de subsidiarité semble faire, désormais, l'unanimité, plus personne ne songeant à en contester l'intérêt et l'utilité. Mais son application, revendiquée et consacrée comme telle, aux relations entre l'Etat et les collectivités territoriales, ne suffit pas à rendre compte de ce principe, et l'interprétation qui en est faite est souvent à sens unique. Or, ce principe ne doit pas être pensé comme conduisant à limiter l'action de l'Etat et, de plus, sa portée est sans doute moindre que ce qu'il paraît.

Biens vacants et sans maître : conditions et procédure

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 12/02/2024, n° 2702, p. 46-48

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41398269/biens-vacants-et-sans-maitre->

Le régime juridique des biens vacants et sans maître a largement évolué depuis le début des années 2000. Il relève à la fois du droit privé et du droit public.

Pour les biens sans maître, la loi ne prévoit aucune formalité particulière concernant l'appréhension de cette catégorie de biens. C'est une acquisition de plein droit par les communes. Pour les immeubles présumés sans maître, le transfert de propriété n'est pas de droit. Afin d'incorporer ces biens, la commune dispose d'une procédure particulière.

[Retour sommaire](#)

Formation : des agents apprennent à réagir avec sang-froid aux incivilités

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 12/02/2024, n° 2702, p. 22

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41398181/des-agents-apprennent-a-reagir->

La Gironde poursuit sa campagne de formation dispensée par des négociateurs de crise. Elle sera suivie par 150 agents.

Annulation, abrogation ou retrait : quel terme employer dans un arrêté municipal ?

Lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 09/02/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/865768/annulation-abrogation-ou-retrait-quel-terme->

Lorsqu'un maire souhaite modifier la réglementation fixée antérieurement par un arrêté municipal, il doit être vigilant aux termes qu'il emploie. Dans ce domaine, chaque mot compte et a des conséquences juridiques. Le point sur la question de l'annulation, de l'abrogation et du retrait d'un arrêté municipal.

L'inhumation, la crémation. . . et bientôt l'humusation ? Que nous dit le droit ? / BONY Jordy

TheConversation.com, 06/02/2024

<https://theconversation.com/linhumation-la-cremation-et-bientot-lhumusation-que-nous-dit-le-droit->

L'inhumation et la crémation sont, pour l'heure, les deux seuls modes de funérailles légaux en France : pas d'alternative possible sur le territoire. Cette règle provient de la loi du 15 novembre 1887 sur la liberté des funérailles et d'une suite de décrets à commencer par celui du 27 avril 1889 relatif à l'incinération, textes toujours en vigueur aujourd'hui. Pourtant, des modes alternatifs de sépulture se développent actuellement dans le monde et se font même une place dans la loi de certains États. C'est notamment le cas de l'humusation.

L'humusation est un processus destiné à permettre un retour du corps à la terre par des micro-organismes présents dans un sol préparé à cet effet. Autrement dit, il s'agit d'une technique permettant d'enterrer le corps à même le sol afin qu'il puisse se transformer en humus sain et fertile.

Expropriation pour cause d'utilité publique : l'expropriation contre soi-même / MURGUE VAROCLIER Paul-Maxence

Actualité Juridique. Droit Administratif, 05/02/2024, n° 4/2024, p. 189-195

Paradoxal en apparence, le principe de l'expropriation contre soi-même est destiné à permettre à l'autorité expropriante de recouvrer toutes les utilités de la chose dont elle est propriétaire afin de réaliser un projet d'utilité publique. Dans cette perspective, la possibilité pour l'administration de diligenter une expropriation contre son propre domaine privé (le domaine public n'étant pas susceptible de faire l'objet d'une telle procédure) aurait pour effet d'anéantir tous droits des tiers sur l'immeuble. Elle constituerait, en cela, la manifestation ultime de la puissance publique dans la gestion du domaine privé.

L'usager-pair, nouvel "avatar" de la relation public-administration

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 02/2024, n° 2, p. 78-84

Certains usagers du service public sont dans l'incapacité de répondre aux exigences de la procédure administrative, pour des raisons diverses : fracture numérique, difficultés à maîtriser la langue française. . . Si les agents publics jouent un rôle de facilitation, ils ne sont pas toujours en mesure de répondre à toutes les difficultés, en raison notamment de la réduction des effectifs. Dès lors, une aide extérieure sera nécessaire à ces usagers. L'"usager-pair", qui apporte son aide à un usager, dans un rapport d'égalité, constitue une réponse parmi d'autres. Son intervention présente des intérêts en termes d'amélioration de la relation administrative, mais aussi des risques, tant pour l'usager que pour la fonction publique, qui peut y perdre en légitimité et en sortir fragilisée.

[↩ Retour sommaire](#)

La dilution de l'exercice des compétences de l'Etat / PONTIER Jean-Marie

Droit administratif, 02/2024, n° 2, p. 11-18

Si le phénomène n'est pas nouveau, il a pris en quelques décennies une ampleur qui ne manque pas d'interroger : l'Etat multiplie, en dehors de ses structures hiérarchisées, la création d'organismes aux statuts les plus divers, placés en principe sous son autorité mais qui, du fait qu'ils disposent de la personnalité juridique, disposent d'une plus grande autonomie à son égard. Ces institutions, aux dénominations elles aussi variées, disposent de prérogatives réelles, parfois même d'un pouvoir réglementaire. Cet éparpillement d'organismes ayant des pouvoirs réels pose problème. Que signifie-t-il ? La conséquence en est une perte de la netteté dans le processus de la prise de décision publique et l'Etat, dont la position des autorités qui le représentent est ambivalente sur ces attributions de compétences, se trouve, en réalité, et de fait, dessaisi d'une partie de ses prérogatives.

Modalités de paiement : état des lieux [Dossier]

Contrats publics : l'Actualité de la commande et des Contrats publics, 02/2024, n° 250, p. 9-67

Le Code de la commande publique contient un nombre important de dispositions relatives au paiement des marchés. La première d'entre elles prohibe le recours au paiement différé. Or, la loi du 30 mars 2023 ainsi que le décret du 3 octobre permettent de déroger à cette interdiction à titre expérimental dans le cadre des marchés publics globaux de performance. En matière de paiement, le code précité offre différentes options telles que le versement à titre de solde, le règlement partiel définitif, les acomptes, avances. . . comment choisir ? En outre, différents outils peu utilisés sont à la disposition des acheteurs tels que la carte d'achat, la délégation de paiement. Quelles sont leurs spécificités ? Enfin, quelles sont les conséquences et voies de recours en cas de retard, de refus ou d'absence de paiement ?

Economie

Les principaux indicateurs de conjoncture économique / CEDEF

Economie.gouv.fr, 07/02/2024

<https://www.economie.gouv.fr/cedef/conjoncture-economique>

Conjoncture française et internationale, impact de la guerre en Ukraine. . . En permanence, des publications font le point sur l'évolution de l'activité économique et des prévisions économiques.

Emploi/Formation

Rapport des jeunes au travail : une plus grande sensibilité à la conciliation entre vie personnelle et professionnelle

Vie-publique.fr, 19/02/2024

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/292982-rapport-des-jeunes-au-travail-est-il-different-de-celui->

Quel est le rapport des jeunes au travail ? Sont-ils plus distants, moins attachés à la valeur travail ? Ont-ils des exigences plus prononcées que les générations précédentes ? Une enquête du Crédoc menée auprès de 4 500 jeunes de 15 à 30 ans apporte des réponses.

<https://www.credoc.fr/publications/barometre-de-la-jeunesse-travail-2023>

Learning technologies : Individualiser la formation, promesse technologique

Info formation (L'), 15/02/2024, n° 1070, p. 2-3

C'était le rendez-vous incontournable du digital learning en ce début d'année.

Le salon Learning technologies se tenait à Paris les 24 et 25 janvier 2024.

Sur les espaces exposants et dans les conférences, l'intelligence artificielle occupait une large place. Alors que le métavers continue plus discrètement son chemin.

[Retour sommaire](#)

25 000 cadres supérieurs de l'État seront formés à la transition écologique

Info formation (L'), 15/02/2024, n° 1070, p. 26-27

L'État lance une très grande opération de formation à la transition écologique de ses cadres supérieurs d'ici à la fin 2024. Et d'ici la fin 2027, ce sont les 2,5 millions d'agents de l'État qui doivent être formés. Objectif : "changer de paradigme pour changer le monde".

Formation : des agents apprennent à réagir avec sang-froid aux incivilités

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 12/02/2024, n° 2702, p. 22

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41398181/des-agents-apprennent-a-reagir->

La Gironde poursuit sa campagne de formation dispensée par des négociateurs de crise. Elle sera suivie par 150 agents.

Apprentissage : jusqu'au 22 mars pour déclarer au CNFPT l'intention de recruter

Maire-info.com, 09/02/2024

<https://www.maire-info.com/fonction-publique/apprentissage-jusquau-22-mars-pour-declarer-au-cnft>

Le CNFPT a lancé une campagne de recensement auprès des collectivités sur leurs intentions de recrutement d'apprentis. Cette déclaration permettra d'être éligible au financement du contrat d'apprentissage par l'établissement public.

Comment répondre aux besoins en compétences sur les métiers de l'IA ?

Centre info, 05/02/2024

<https://www.centre-info.fr/site-centre-info/actualites-centre-info/le-quotidien-de-la-formation-actualite->

Lancé en 2022 par Transitions Pro Hauts-de-France, en partenariat avec la Dreets Hauts-de-France, le projet Compétences IA accompagne la transformation des métiers dans les entreprises de la région, mais aussi la reconversion des salariés impactés par ces mutations vers les métiers de l'Intelligence artificielle (IA) et de la Data.

Les neurosciences et la formation professionnelle / DIEBOLD Stéphane

FormaRadio, 02/2024, 40 mn

<https://formaradio.fr/les-neurosciences-et-la-formation-professionnelle/>

Les neurosciences s'invitent dans l'Apprendre (Stanislay Deheane, 2018) avec ses fameux 4 piliers de l'apprentissage : l'attention, l'engagement actif, le retour sur erreur, la consolidation.

Où en sont les neurosciences ?

Qu'est-ce que la science peut apporter à la pratique métier ?

L'évaluation des dispositifs pédagogiques innovants / Collectif, 12/2023, 170 p.

<https://www.anrt.asso.fr/sites/default/files/2024-01/anrt-evaluation-dispositifs-pedagogiques-innovants->

Le groupe de travail poursuit sa réflexion, initiée en 2022, sur l'évaluation des impacts d'un dispositif pédagogique ludique. Il a fédéré une large communauté dédiée à améliorer les conditions d'apprentissage des élèves comme des étudiants et des adultes, en osant faire des pas de côtés, revisiter les positions respectives du sachant et de l'apprenant, en osant le ludique. De nombreuses questions se posent notamment en matière de vérification de l'impact positif de ces innovations pédagogiques et des conditions d'un passage à l'échelle performant.

Les organisations « supra » dans le projet TZCLD : rôle des EPCI dans la gouvernance du droit à l'emploi - Analyse croisée de 11 monographies, 11/2023, 22 p.

<https://www.rtes.fr/publication-tzclde-role-des-epci-dans-la-gouvernance-du-droit-a-l-emploi>

Le projet Territoire Zéro Chômeur Longue Durée vise à démontrer que la privation durable d'emploi peut être éradiquée à l'échelle de petits territoires dans lesquels les acteurs se connaissent et peuvent travailler ensemble. Dans les territoires où plusieurs échelons interviennent dans la mise en œuvre du droit à l'emploi (communes concernées, EPCI, Départements...), qui porte le projet du droit à l'emploi politiquement et opérationnellement ? Comment cette ambition se traduit-elle en termes de gouvernance, répartition des missions et responsabilités entre les acteurs et notamment entre les différentes collectivités et les opérateurs de la mise en œuvre ? Quel rôle les collectivités "supra" se donnent-elles dans le droit à l'emploi ?

[↩ Retour sommaire](#)

Finances publiques/Gestion locale

10 milliards d'euros d'économie : un serrage de vis aussi pour les collectivités ?

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 19/02/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/914299/10-milliards-deuros-deconomie-un-serrage-de-vis->

Le gouvernement, par la voix de Bruno Le Maire, a prévu d'annuler immédiatement 10 milliards d'euros de crédits budgétaires pour 2024 pour l'État, dans une annonce ce dimanche 18 décembre. Si l'exécutif assure que cela ne concerne que l'État, les collectivités ne seront pas épargnées. Le Fonds vert pour 2024 est raboté de 400 millions d'euros.

Analyse financière d'une collectivité territoriale (4) : un exemple d'analyse prospective

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 12/02/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/911583/analyse-financiere-dune-collectivite-territoriale->

Les précédentes fiches fournissaient les éléments nécessaires au retraitement des données pour réaliser une analyse rétrospective, ainsi qu'une batterie de ratios d'analyse, indiquaient les règles de production de comptes prévisionnels et donnaient un exemple d'analyse rétrospective. Cette fiche donne un exemple de comptes prévisionnels, éclaire sur la façon de surmonter certaines des difficultés les plus courantes pour construire des comptes prévisionnels et donne des pistes pour interpréter les données et poursuivre le travail de prospective.

Loi de finances pour 2024 : les thèmes divers (5/5) / ESCALLIER Christian, BACHARAN Céline

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 09/02/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/911350/loi-de-finances-pour-2024-les-themes-divers-55/>

Comme chaque année, la Gazette et le Club Finances vous proposent un décryptage de la loi de finances par Christian Escallier, directeur général du cabinet Michel Klopfer, et Céline Bacharan, consultante associée au cabinet Michel Klopfer. Cinquième et dernier volet avec les thèmes divers de cette LFI 2024 avec la péréquation, les transferts de compétences ou les mesures relatives à l'énergie.

Loi de finances pour 2024 : la fiscalité locale (4/5) / ESCALLIER Christian, BACHARAN Céline

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 08/02/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/911351/loi-de-finances-pour-2024-la-fiscalite-locale-45/>

Comme chaque année, la Gazette et le Club Finances vous proposent un décryptage de la loi de finances par Christian Escallier, directeur général du cabinet Michel Klopfer, et Céline Bacharan, consultante associée au cabinet Michel Klopfer. Quatrième volet avec les mesures sur la fiscalité locale de la LFI 2024.

Loi de finances pour 2024 : concours d'investissement, mesures diverses et subventions (3/5) /

ESCALLIER Christian, BACHARAN Céline

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 07/02/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/911349/loi-de-finances-pour-2024-concours->

Comme chaque année, la Gazette et le Club Finances vous proposent un décryptage de la loi de finances par Christian Escallier, directeur général du cabinet Michel Klopfer, et Céline Bacharan, consultante associée au cabinet Michel Klopfer. Troisième volet avec la suite des concours financiers de l'État de la LFI 2024, dont les concours d'investissement, les mesures diverses et les subventions ciblées.

Loi de finances pour 2024 : le cadre des concours financiers de l'État et la DGF (2/5) / ESCALLIER Christian, BACHARAN Céline

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 07/02/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/911353/concours-financiers-de-letat-dgf-ce-que-prevoit->

Comme chaque année, la Gazette et le Club Finances vous proposent un décryptage de la loi de finances par Christian Escallier, directeur général du cabinet Michel Klopfer, et Céline Bacharan, consultante associée au cabinet Michel Klopfer. Second volet avec le cadre des concours financiers de l'État et la dotation globale de fonctionnement (DGF) de la LFI 2024.

[↩ Retour sommaire](#)

Finances sociales et Covid-19 [Dossier]

Revue française de finances publiques, 02/2024, n° 165, p. 31-129

Au sommaire :

- Propos introductifs, par Loïc Levoyer
- Les dépenses de la Sécurité sociale à l'épreuve de la Covid-19, par Aurélie Dort
- Les recettes fiscales de la Sécurité sociale à l'épreuve de la Covid-19 : une monstruosité ? par Aurélien Baudu
- Cotisations sociales et recettes non fiscales à l'épreuve de la Covid-19, par Étienne Douat
- Le financement de la dette sociale issue de la crise sanitaire, par Christophe Pierucci
- Les contrôles des finances de la Sécurité sociale et la Covid-19, par Anne-Claire Dufour
- Certification de la crise et crise de la certification : les comptes de la Sécurité sociale et la Covid-19, par Sébastien Kott

Vers la généralisation des budgets verts dans la sphère publique locale : bilan et perspectives

LFT : lettre du financier territorial (La), 02/2024, n° 395, p. 20-23

La loi de finances pour 2024 prévoit, à ses articles 191 et 192, la création de deux nouvelles annexes au compte administratif, ou au compte financier unique, pour l'une obligatoire et pour l'autre facultative, retraçant « l'impact du budget pour la transition écologique » et « l'état des engagements financiers concourant » à cette même transition.

Ces deux annexes sont présentées comme une généralisation des « budgets verts locaux ». Dans l'attente des décrets qui devront préciser la forme et le contenu de ces annexes, cet article propose un bilan des différentes démarches et expérimentations déjà mises en œuvre en matière de budget vert et évoquera les principales perspectives ouvertes en ce domaine par la loi de finances pour 2024.

Quelles sources de financement privilégier en 2024 ?

LFT : lettre du financier territorial (La), 02/2024, n° 395, p. 11-15

Les conditions de financement ne sont pas faciles dans le marché actuel : les marges déjà élevées tendent plutôt à s'élever encore, et les taux d'emprunt sont au voisinage de 3,5% - 4,5% à court comme à long terme. Un certain nombre de canaux de financement meilleur marché peuvent être recherchés, mais toutes les collectivités n'y ont pas accès, soit qu'il faille une taille minimale (obligatoire), soit au contraire qu'une taille trop conséquente soit un handicap (AFL), soit que la mise en œuvre de certains projets en conditionne l'éligibilité (BEI-BdT). En revanche une source d'économie sur les coûts de financement est très largement accessible, et particulièrement certaine : la minimisation des encaisses au Trésor. Dans de nombreux cas, le préalable à une optimisation sur ce plan consistera à différer, éventuellement de plusieurs années, la contraction de nouveaux financements.

Quelques réflexions sur la TVA, la justice fiscale et la psychosociologie / DUSSART Vincent

Revue française de finances publiques, 02/2024, n° 165, p. 193-202

La TVA est un impôt sur la consommation et donc qui relève d'un acte profondément individuel voire individualiste. Jean Dubergé n'a finalement que peu analysé la TVA dans ses travaux sur la psychosociologie. Pourtant celle-ci présente des problématiques intéressantes pour cette dernière surtout si on la met en relation avec la justice fiscale.

L'autonomie fiscale des collectivités territoriales : illusion ou réalité ? / BOULINEAU Elise

Revue du gestionnaire public, 01/2024, n° 1, p. 64-72

L'autonomie budgétaire et fiscale des collectivités territoriales est contrainte par le contexte économique. La réforme de la fiscalité locale passera par la mise en place d'une véritable décentralisation synonyme, à la fois, de responsabilisation financière des collectivités territoriales et d'une plus grande liberté pour ces dernières.

Lois de finances pour 2024 [Dossier]

Revue du gestionnaire public, 01/2024, n° 1, p. 9-33

Au sommaire :

- Les impacts pour le bloc communal, par Michel Klopfer
- Dispositions relatives aux départements, par Didier Marteau
- Dotations stabilisées pour les régions dans un contexte budgétaire toujours incertain, par Claire Simon

[↩ Retour sommaire](#)

De la gestion au management et à la culture du risque / VILLOT Franck

Revue du gestionnaire public, 01/2024, n° 1, p. 44-50

L'approche risque au sein de nos collectivités locales s'est construite sectoriellement en accordant une prime à la conception et à la mise en oeuvre d'outils répondants à des exigences réglementaires et/ou opérationnelles. Dans un contexte de plus en plus complexe et incertain, nos structures publiques locales ont tout intérêt à changer d'échelle et aller au-delà d'un simple processus de gestion des risques. Elles y parviendront en se dotant d'un cadre de réflexion et d'action visant à réduire leurs vulnérabilités, à renforcer leur résilience et à développer une véritable culture du risque. C'est l'expérience que tente actuellement le département du Morbihan en consolidant le cadre organisationnel de sa démarche de management du risque.

Les ressources financières des collectivités locales, EPCI et syndicats [50 questions]

Courrier des maires et des élus locaux (Le), 01/2024

- Les différentes ressources financières
- Le déclin de la fiscalité locale
- La prépondérance des dotations
- La multiplication des dispositifs de péréquation
- L'encadrement des dépenses publique locales

La programmation pluriannuelle des investissements : un outil fondamental du pilotage public local / RUPRICH ROBERT Christophe

Revue du gestionnaire public, 01/2024, n° 1, p. 58-63

La programmation et le pilotage des investissements constituent un processus clé de la gestion locale, tant politique, car ils sont souvent les projets marqueurs d'un mandat, qu'administratif car associant aussi bien les équipes techniques que les fonctions supports. La complexité de la mise en oeuvre de cette programmation pluriannuelle mérite que ce processus soit réfléchi, formalisé et adapté au contexte et aux enjeux de chaque collectivité. Il faut poser aussi bien les questions de principe de construction, que des acteurs concernés, des modalités de mise à jour et d'arbitrage ou enfin ceux des outils.

Un dialogue de gestion porteur de sens / TARQUINI Caroline

Revue du gestionnaire public, 01/2024, n° 1, p. 51-57

Le dialogue de gestion relève fréquemment de l'exercice obligé pour les organisations, un outil classique pour ajuster en continue les moyens -financiers- aux objectifs. Le présent article expose la manière dont la métropole de Grenoble s'est appuyée sur un outil de l'évaluation, l'arbre des objectifs, pour faire du dialogue de gestion un véritable espace de dialogue entre la direction générale, les directions ressources (finances, RH mais aussi informatique, marchés, appui à l'organisation. . .) et chaque direction. Après 5 années, la démarche s'avère un excellent vecteur d'une culture commune du pilotage, responsabilisante pour les managers et porteuse de transversalité.

Loi de finances et loi de financement de la sécurité sociale pour 2024 : les principaux aspects intéressant les employeurs territoriaux

Informations administratives et juridiques (Les), 01/2024, n° 1, p. 10-19

Les lois de finances et de financement de la sécurité sociale pour 2024 comportent plusieurs mesures qui concernent la fonction publique territoriale, en particulier en matière de retraite.

Question de la semaine : qu'est-ce que la fiscalité environnementale ? / CEDEF

Economie.gouv.fr, 30/01/2024

<https://www.economie.gouv.fr/cedef/fiscalite-environnementale-budget-vert>

La fiscalité environnementale ou fiscalité verte fait partie des ressources publiques permettant de favoriser et financer la transition écologique.

[Retour sommaire](#)

Fonction publique/Statut

Le compte-épargne temps dans la territoriale [10 questions]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 19/02/2024, n° 2703, p. 28-29

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41409220/le-compte-epargne-temps-dans-la-territoriale>

Le CET est ouvert aux titulaires et contractuels, employés de manière continue depuis au moins un an. Les stagiaires et les agents soumis à un régime d'obligation de service en sont exclus.

Les quinze premiers jours épargnés ne peuvent être consommés que sous forme de congés. En l'absence de délibération, il en va de même au-delà de ce seuil.

Le plafond global de jours pouvant être déposés sur un CET est désormais fixé par un arrêté, mais toujours à soixante jours, sauf pour 2024 où il est porté à soixante-dix jours.

Les secrétaires de mairie organisent leur communauté

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 19/02/2024, n° 2703, p. 26

<https://www.lagazettedescommunes.com/913317/les-secretaires-de-mairie-organisent-leur>

Les secrétaires de mairie se sont regroupées en réseau, après la diffusion d'un questionnaire sur leurs conditions de travail.

La réforme de la fonction publique revient sur le devant de la scène

Acteurspublics.com, 16/02/2024

<https://acteurspublics.fr/webtv/emissions/le-debrief/la-reforme-de-la-fonction-publique-revient->

Au menu du Débrief cette semaine :

- La réforme de la fonction publique sera finalement présentée à l'automne
- La DGFIP lance sa propre intelligence artificielle générative
- Une manière innovante de financer la rénovation énergétique des bâtiments publics
- Les nouveaux membres du gouvernement ont choisi leur directeur de cabinet

Un podcast pour faire aimer la fonction publique

Lagazettedescommunes.com – Club RH, 14/02/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/913586/un-podcast-pour-faire-aimer-la-fonction->

Linda Wheatley, spécialiste des finances publiques et élue locale, a choisi le jour de la Saint-Valentin pour déclarer sa flamme à la fonction publique. Elle lance ce 14 février un podcast intitulé « Fonction Publique Mon Amour ».

<https://shows.acast.com/fonction-publique-mon-amour>

La mobilité des agents territoriaux [10 questions]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 12/02/2024, n° 2702, p. 24-25

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41398199/la-mobilite-des-agents-territoriaux>

En dix questions, cette fiche statutaire fait le point sur la mobilité : définition, outils, modalités de mise en œuvre, etc.

Stanislas Guerini : "Parler de performance dans la fonction publique, ça ne me semble pas être un gros mot" [Podcast]

France TV, 11/02/2024, 54 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/questions-politiques/questions-politiques-du-dimanche->

Le ministre de la Fonction publique a évoqué la réforme qu'il compte porter dans son domaine, qui sera présentée selon lui "au deuxième semestre, à l'automne de cette année". "J'ai contacté les syndicats dans l'heure qui a suivi ma nomination, pour leur proposer de se retrouver dès la semaine prochaine, de reprendre le fil du dialogue. Il n'y aura pas de mesure cachée, je mettrai tout sur la table, et on va tout concerter."

Mobilités entre fonctions publiques : quelle évolution, quels blocages ?

Lagazettedescommunes.com – Club RH, 05/02/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/910528/fpe-fpt-fph-quelle-evolution-et-quels-blocages->

Quarante ans après la création du statut général de la fonction publique qui a vu ériger comme garantie fondamentale la mobilité des agents, quel état des lieux peut-on dresser des changements de fonction publique des agents ? "La Gazette" fait le point.

[☞ Retour sommaire](#)

Favoriser le logement des agents publics : un impératif d'attractivité et de fidélisation pour la fonction publique / THEURET Johan

Fondation Jean Jaurès, 05/02/2024

<https://www.jean-jaures.org/publication/favoriser-le-logement-des-agent-publics-un-imperatif->

La crise d'attractivité et de rétention dans laquelle est plongée la fonction publique touche un nombre croissant de métiers, dans les trois versants de la fonction publique. La difficulté des agents publics à trouver un logement joue un rôle central dans cette crise. Dans cette nouvelle note, le Sens du service public propose des solutions pour y remédier.

Entre suspension, sanction et maladie, l'articulation est complexe

Lettre du cadre territorial (La), 02/2024, n° 575, p. 66-68

<https://www.lettreducadre.fr/article/entre-suspension-sanction-et-maladie-l-articulation->

Les collectivités se sont longtemps plaintes que la position en congé maladie faisait obstacle aux sanctions disciplinaires, notamment les possibilités d'exclusion. Mais la protection de l'agent avait tendance à primer. Le Conseil d'État est passé par là pour dégager une solution satisfaisante pour tous.

Revalorisation du métier de secrétaire de mairie : un rendez-vous manqué ? / LONVIN Nicolas, ANDRE Sébastien

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 02/2024, n° 2/2024, p. 64-66

La loi n° 2023-1380 visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie a été publiée le 31 décembre 2023. Que reste-t-il aujourd'hui, dans le texte entré en vigueur, des ambitions affichées par les parlementaires ? Va-t-il permettre de donner un nouveau souffle à ce métier si particulier et par là même aux communes en recherche de secrétaire de mairie, alors que l'on estime à environ 2 000 le nombre de postes vacants actuellement ?

Le motif légitime fait-il obstacle à l'abandon de poste ?

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 02/2024, n° 2, p. 85-88

Souvent discutée, voire disputée, la théorie de l'abandon de poste apparaît tantôt comme une anomalie du droit public, tantôt comme une nécessité pour l'administration de tirer le constat de la volonté de son agent de rompre le lien qui l'unit à elle. Le contentieux en la matière naît surtout lorsque l'agent invoque des raisons de santé pour faire obstacle à sa radiation des cadres pour abandon de poste. En retraçant les évolutions jurisprudentielles de la théorie, l'étude s'interroge sur l'appréciation par le juge administratif des justifications médicales apportées par l'agent évincé dès lors que, pour le Conseil constitutionnel, il ne saurait y avoir abandon de poste lorsque le salarié justifie son absence pour un motif légitime.

Précisions sur l'obligation de publication du nombre de femmes et d'hommes nommés dans les emplois à responsabilité

Informations administratives et juridiques (Les), 01/2024, n° 1, p. 20-22

Une nouvelle obligation incombe aux employeurs publics : celle de publier chaque année, le nombre de femmes et d'hommes nommés dans les emplois soumis à l'impératif de nominations équilibrées. Un décret du 28 décembre 2023 précise le calendrier de publication des données relatives à ces primo-nominations et le montant de la contribution due en cas de non-respect de cette obligation.

Loi de finances et loi de financement de la sécurité sociale pour 2024 : les principaux aspects intéressant les employeurs territoriaux

Informations administratives et juridiques (Les), 01/2024, n° 1, p. 10-19

Les lois de finances et de financement de la sécurité sociale pour 2024 comportent plusieurs mesures qui concernent la fonction publique territoriale, en particulier en matière de retraite.

Un assouplissement des règles de promotion interne

Informations administratives et juridiques (Les), 01/2024, n° 1, p. 2-9

Depuis le 1er janvier 2024, les dispositions régissant la promotion interne dans la fonction publique territoriale ont été modifiées. Le texte prévoit plusieurs assouplissements, à la fois du mécanisme des quotas mais également des clauses de sauvegarde. L'objectif est de faciliter la promotion des agents et de simplifier la gestion des ressources humaines par les employeurs territoriaux.

[↩ Retour sommaire](#)

Information/Communication/TIC

Dépenses informatiques : comment alléger la facture ? [Dossier]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 19/02/2024, n° 2703, p. 30-35

<https://www.lagazettedescommunes.com/914127/depenses-informatiques-comment-alleger-la-facture>

Qui maîtrise la dépense informatique des collectivités ? Les logiciels, ordinateurs, ressources humaines, infrastructures et projets innovants ont des coûts très différents, qui dépendent des services internes ou mutualisés.

Les dépenses informatiques représentent environ 2 % du budget des collectivités. Cela inclut le personnel, les équipements, les licences de logiciels et la prestation de service. Ce budget augmente de près de 4 % par an.

Les évolutions technologiques et réglementaires s'enchaînent, imposant leurs besoins. Nouvelles compétences, matériels plus puissants et transparence sont demandés. La mutualisation semble obligatoire mais est-elle efficace ?

Le numérique responsable

Ecologie.gouv.fr, 13/02/2024

<https://www.ecologie.gouv.fr/numerique-responsable>

Dans un contexte de transformation numérique des entreprises et de croissance des usages, l'impact environnemental du numérique fait l'objet d'une prise de conscience sociétale forte qui appelle des réponses politiques. Cette demande a été, par ailleurs, clairement exprimée par les acteurs de la Convention citoyenne pour le climat. La transition écologique appliquée au numérique implique d'en connaître son impact environnemental, d'agir pour un numérique plus sobre et réfléchi, tout en l'utilisant comme levier au service de la transition écologique.

"Face aux algorithmes, nous devons développer notre pensée critique"

Archimag, 02/2024, n° 371, p. 44-45

Luc de Brabandère, qui se définit comme un philosophe d'entreprise, un mathématicien, un professeur, un heureux grand-père et un Européen convaincu, a de multiples casquettes qui nourrissent ses différents travaux. Il est notamment l'auteur de "Petite Philosophie des algorithmes sournois", publié aux éditions Eyrolles en octobre 2023.

Les archives du Loiret déménagent : le chantier du siècle ! / HALSENBACH Axel

Archimag, 02/2024, n° 371, p. 26-27

Ce projet de déménagement des archives départementales du Loiret, entamé en 2017, mobilise toutes les équipes des différents sites historiques de l'institution pour protéger les archives et sécuriser leur transfert. Le nouveau bâtiment a été conçu pour de nouveaux objectifs. Le transport et la réimplantation des archives doivent respecter des impératifs : aucune perte, aucun oubli et aucun mélange d'archives.

Bases de connaissances : un travail d'information documentaire / FROCHOT Didier

Archimag, 02/2024, n° 371, p. 38-39

Méthode pour l'élaboration de bases de connaissances à partir de deux outils et pratiques documentaires : le thésaurus et le résumé ou la synthèse documentaire.

Le futur (proche) de l'identité numérique [Dossier]

Archimag, 02/2024, n° 371, p. 12-23

L'identité numérique fait sa révolution, portée par l'accélération de la digitalisation des secteurs privé et public ainsi que par la nécessité de garantir la protection des données des utilisateurs. A l'échelle européenne, un portefeuille numérique permettant de s'authentifier et de signer électroniquement des documents se dessine dans le cadre du règlement eIDAS 2.0. En France, la carte d'identité numérique est déjà une réalité. Quelles technologies sous-tendent la vérification de l'identité à distance ? Comment la biométrie, l'intelligence artificielle ou encore la blockchain permettent-elles de lutter contre la fraude à l'identité ? Zoom sur ce maillon essentiel de la confiance numérique.

[☞ Retour sommaire](#)

Quelle infrastructure pour supporter une stratégie d'IA ?

IT for business, 02/2024, n° 2291, p. 38-42

L'intelligence artificielle transforme radicalement le paysage technologique. Nécessitant des solutions de calcul intensif pour former et exécuter des modèles toujours plus complexes, elle est en passe de métamorphoser les architectures en multipliant les GPU et NPU. Un univers encore bien trop bouillonnant d'innovation pour faire preuve de maturité.

Guide méthodologique : La stratégie numérique responsable de la collectivité en 10 étapes / Les interconnectés, Institut du Numérique Responsable, Banque des Territoires, 2023, 32 p.

https://www.interconnectes.com/wp-content/uploads/2023/06/140623_Guidemethodologique

Dédié aux collectivités, le présent guide a pour objectif de vous accompagner dans la démarche pour identifier les points clés à mettre en œuvre dans le cadre de la loi. Mais il vise aussi, et surtout, à partager une vision du numérique responsable comme levier de convergence des différentes politiques publiques du territoire et le vecteur permettant d'articuler au mieux les transformations numérique, environnementale et sociétale.

Management/Ressources humaines

Évolution professionnelle : changer de métier, pourquoi tant de blocages ?

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 19/02/2024, n° 2703, p. 22-24

<https://www.lagazettedescommunes.com/913554/changer-de-metier-pourquoi-tant-de-blocages>

Si les agents aspirent davantage à des changements de voie professionnelle, réaliser ce projet, tout en restant dans la fonction publique territoriale, demeure un parcours complexe.

Pour réhabiliter le travail, commençons par (re)penser son langage / BELLIVIER Muriel, PROUST Sarah

Fondation Jean Jaurès, 15/02/2024

<https://www.jean-jaures.org/publication/pour-rehabiliter-le-travail-commencons-par-repenser->

Alors qu'on ne cesse de nous parler de « sens du travail », les mots vides de sens pour l'évoquer n'ont jamais été aussi nombreux. À coups de néologismes, d'anglicismes, d'euphémismes, de mésusages, la langue du travail s'appauvrit. Les deux consultantes Muriel Bellivier, psychologue du travail, et Sarah Proust, experte associée à la Fondation Jean-Jaurès, reviennent sur les raisons de ce phénomène et ses conséquences.

Zoom sur le temps de travail et l'absentéisme des agents

Lagazettedescommunes.com – Club RH, 13/02/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/912797>

L'association Fipeco a publié, fin janvier, une étude rassemblant des données sur le temps de travail des fonctionnaires comparé à celui des salariés du privé. Elle évoque aussi l'absentéisme dans la fonction publique.



Semaine de quatre jours : premiers retours d'expérience dans le secteur public local

Banquedesterritoires.fr, 12/02/2024

<https://www.banquedesterritoires.fr/semaine-de-quatre-jours-premiers-retours-dexperience->

La métropole de Lyon est loin d'être la seule collectivité à avoir expérimenté la semaine de quatre jours sans réduction du temps de travail. D'autres entités locales l'ont testée et certaines ont décidé de la pérenniser. Quels sont leurs résultats ? Quels conseils donnent-elles ? Quels sont les pièges à éviter ? Une étude mise en ligne ce 12 février par Profil public, plateforme dédiée à l'emploi public, fait le point.

Série « M.O.I, la main-d'œuvre immigrée en lutte »

France culture, 12/02/2024

Pour LSD, Marie Chartron revient, alors que Missak Manouchian entre au Panthéon et avec lui la mémoire des résistants étrangers, sur l'histoire d'une organisation militante et culturelle, mais surtout sur le quotidien d'hommes et de femmes qui s'ancrent dans la société française.

[↩ Retour sommaire](#)

Recrutement : des équipes musclées pour des JO réussis

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 12/02/2024, n° 2702, p. 20-21

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41398177/des-equipes-musclees-pour-des-jo-reussis>

Directement impactées par l'organisation ou cherchant seulement à capitaliser sur l'événement, les collectivités concernées par les Jeux olympiques et paralympiques ont renforcé leurs équipes "événementiel" et "sport" avec, principalement, des chargés de mission.

Série « Quand le travail est à la peine »

France culture, 06/02/2024

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/lsd-la-serie-documentaire/le-travail-une-valeur>

Pour LSD, Stéphane Bonnefoi sonde l'activité humaine qui se trouve, plus que jamais, au centre de notre existence. Une activité face à laquelle nous entretenons une relation ambiguë, voire, depuis le "tournant gestionnaire" des années 1990, schizophrénique.

Réorganisation : faut-il forcément « restructurer » pour bien diriger ?

Welcometothejungle.com, 06/02/2024

<https://www.welcometothejungle.com/fr/articles/reorganiser-pour-bien-diriger>

À peine sont-ils en place que les managers et dirigeants sont nombreux à initier une réorganisation, y compris dans des structures où, a priori, tout semblait jusque-là au beau fixe. Doit-on y voir une manière de « justifier » sa place, ou pire, une poussée d'égo ? Ou s'agit-il d'un passage obligé pour éviter à l'entreprise de se scléroser ? Décryptage.

"Processus U et intelligence collective", 06/02/2024, 45 mn

<https://www.germe.com/nos-podcasts/podcast-processus-u-et-intelligence-collective>

Qu'est-ce que l'intelligence collective ? Comment la mettre en place au sein de son entreprise ? Bienvenue dans cet épisode du podcast GERME "La graine inspirante". Rendez-vous avec Pascale Gentil au micro de David Rival, intervenant GERME sur la prise de parole en public. L'interview sera ponctuée de temps musicaux par Thierry Claudon, intervenant GERME et en clôture, le témoignage inspirant de Djibril, manager de proximité.

"Il ne faut pas considérer le "modèle de la hâte" comme intouchable"

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 02/2024, n° 2, p. 68-70

Entretien avec Corinne Gaudart et Serge Volkoff, qui explorent dans leur essai "le travail pressé", les méfaits que l'intensification du travail génère, depuis plusieurs décennies, sur la qualité du travail et la santé des travailleurs.

"Les faits religieux ne sont pas indépendants des salariés qui les produisent"

Lettre du cadre territorial (La), 02/2024, n° 575, p. 56-57

Entretien avec Lionel Honoré, professeur en sciences de gestion à l'Institut d'Administration des entreprises de Brest.

Le maire employeur : protéger et se protéger [Dossier]

Courrier des maires et des élus locaux (Le), 02/2024, n° 375, p.28-52

Employeur public local, voilà bien un rôle complexe auquel n'étaient pas préparés tous les heureux maires élus en 2020. Il a fallu ainsi aux édiles prendre les responsabilités liées à ce statut : protection de la santé des agents, de leur qualité de vie au travail, de leur intégrité physique face aux agressions d'administrés consommateurs de services publics. Un maire hissant haut son bouclier de patron d'exécutif local pour défendre " ses agents ", mais qui doit aussi dans le même temps, susciter des candidatures à l'heure où la fonction publique territoriale ne fait plus rêver. Et puisque rien n'est simple lorsqu'on endosse l'écharpe tricolore, il lui faut aussi penser . . . à se protéger lui-même des pressions " inhérentes " au statut de " patron " d'une organisation.

Reconnaissance au travail : pensez collectif / LAVAL Christophe

Harvard Business Review, 10/01/2024

<https://www.hbrfrance.fr/management/la-reconnaissance-au-travail-post-pandemie-pensez-collectif->

La reconnaissance collective est un levier puissant pour renforcer l'engagement et la performance. Voici 3 pistes prometteuses pour reconnaître l'équipe dans sa globalité.

[↩ Retour sommaire](#)

Toi aussi tu vois un coach ?

Lettre du cadre territorial (La), 02/2024, n° 575, p. 26-35

<https://www.lettreducadre.fr/article/le-coaching-un-atout-pour-accompagner-les-transitions>

Coaching individuel ou collectif, codéveloppement, mentorat, médiation, bilan de compétences... ces outils de plus en plus courants dans l'univers de la fonction publique dépassent le simple registre de la formation pour accompagner les cadres dans l'exercice de leurs fonctions managériales.

Le coaching en particulier, connaît un essor important dans la fonction publique, tant il répond à des besoins forts d'accompagnement des cadres dans les défis auxquels ils sont confrontés. Car les transitions importantes qu'ils doivent mener ne se font pas sans difficultés.

Dans ce dossier, on analyse pourquoi aujourd'hui, les apports du coaching peuvent être si riches. Mais on donne aussi un mode d'emploi : ce qu'est le coaching, ce qu'il n'est pas, comment ça se passe, les différents niveaux d'intervention du coaching, les trois étapes pour réussir (ou rater) son coaching...

Comment manager la passivité

Lettre du cadre territorial (La), 02/2024, n° 575, p. 55

<https://www.lettreducadre.fr/article/comment-manager-la-passivite.54456>

Qui n'a pas été confronté à un agent qui, sans refuser, de travailler, ne fait pas non plus ce qu'il pourrait faire. Ces Bartelby modernes nous posent d'insondables questions managériales. Et demande une force peu commune pour les surmonter.

Autoritaire, technocratique, vertical . . . enquête sur le management à la française / FISNE KOCH

Audrey, GERMAIN Sabine, FOULON Sandrine

Alternatives économiques, 02/2024, n° 443, P. 22-36

<https://www.alternatives-economiques.fr/management-autoritaire-vertical-un-mal-francais/00109435>

Les managers français, tyranniques ? Dit comme ça, ce serait un raccourci trop rapide. Les études montrent pourtant que le management hexagonal ne s'est pas encore débarrassé de ses vieux démons. Les « sachants » continuent de décider pour les « exécutants », sans suffisamment les consulter.

Mais ces dernières années, les chefs eux-mêmes se montrent de plus en plus las de l'exercice du pouvoir. Entre la recrudescence des outils numériques et la financiarisation des entreprises, ils sont fatigués de remplir des tableaux à longueur de journée. In fine, ce sont les conditions de travail de tous qui s'en trouvent dégradées.

Sans compter que le « mauvais » management a un coût économique. Or, les études l'attestent, introduire davantage de participation et d'horizontalité permettrait des gains sociaux et économiques : mieux-être au travail, innovation et hausse de la productivité. Alors, on commence quand ?

Emmanuel Rouède : « Il faut sortir des vieux modèles d'organisation du XXème siècle »

Lettre du cadre territorial (La), 02/2024, n° 575, p. 52-53

<https://www.lettreducadre.fr/article/emmanuel-rouede-il-faut-sortir-des-vieux-modeles-d-organisation->

Dans une administration qui veut avancer sur la transition écologique, le DGS de Grenoble a mis en place des dispositifs de management pour rompre avec la verticalité. Une mise en place « en marchant » qui veut donner la parole à tous et impliquer tout le monde.

Tournant numérique : Quelles conséquences pour les missions des agents publics ? [Dossier]

Intercommunalités, 02/2024, n° 290, p. 10-17

<https://www.intercommunalites.fr/publications/magazine-fevrier-2024-tournant-numerique>

Un dossier qui analyse les conséquences de la numérisation des services publics sur les missions et les conditions de travail des agents dans les collectivités territoriales. Avec notamment l'interview croisée de Jacques Oberti président de la communauté d'agglomération du Sicoval et Thomas Fromentin, président de la communauté d'agglomération du Pays de Foix-Varilhes ainsi que la tribune de Danièle Linhart, sociologue du travail.

[Retour sommaire](#)

Outre-Mer

L'attractivité de notre droit de la nationalité relève du mythe / BASILIEN GAINCHE Marie-Laure, LEPOUTRE Jules, SLAMA Serge

Monde (Le), 16/02/2024, n° 24610, p. 24

Les professeurs de droit public Marie-Laure Basilien-Gainche, Jules Lepoutre et Serge Slama expliquent pourquoi la remise en cause du droit du sol à Mayotte constitue une rupture fondamentale avec les principes de la République.

A Mayotte, de quel droit du sol parle-t-on ? / HERAN François

Monde (Le), 16/02/2024, n° 24610, p. 24

Le professeur au Collège de France rappelle qu'en France le droit du sol ne s'oppose pas au droit du sang, mais aussi que l'attractivité de l'île est avant tout géographique et économique.

La Guyane, Mayotte et La Réunion parmi les territoires prioritaires pour la construction de nouveaux logements

Francetvinfo.fr, 14/02/2024

<https://la1ere.francetvinfo.fr/la-guyane-mayotte-et-la-reunion-parmi-les-territoires-prioritaires->

Le gouvernement a retenu 22 "territoires engagés pour le Logement" qui s'engageront à faire sortir de terre, d'ici à trois ans, environ 1.500 logements chacun. Trois départements d'Outre-mer ont été sélectionnés pour faire partie du dispositif : la Guyane, Mayotte et La Réunion.

Déjà affaiblie, la législation en passe d'être durcie

Libération, 12/02/2024, n° 13255, p. 11

En annonçant sa volonté d'abolir le droit du sol dans ce département de l'océan Indien, Gérald Darmanin parachève une tendance longue et consacre un statut législatif déjà unique par rapport au reste du pays.

La continuité territoriale entre l'outre-mer et l'Hexagone : une notion à la recherche d'une qualification juridique précise / MATUTANO Edwin

Actualité Juridique. Droit Administratif, 12/02/2024, n° 5/2024, p. 248-254

La continuité territoriale entre les territoires hexagonal et ultramarins de la France semble, de prime abord, répondre à un concept juridique aux contours établis. Toutefois, son étude approfondie démontre une incertitude prononcée que ne vient pas lever la qualification de « politique nationale » retenue par le code des transports, inopérante pour déterminer tant l'étendue et la portée des obligations respectives des pouvoirs publics et des collectivités territoriales envers les personnes originaires des outre-mer que des critères objectifs rendant ces dernières éligibles aux aides que cette action spécifique implique de verser à ses attributaires.

Mayotte : menaces contre les associations de protection de l'enfance

Média social (Le), 12/02/2024

<https://www.lemediasocial.fr/mayotte-menaces-contre-les-associations-de-protection->

Sur l'île de Mayotte, les tensions sont de plus en plus vives du fait des actions, parfois violentes, des comités citoyens qui dénoncent une immigration galopante, essentiellement en provenance des Comores voisines. Dans un communiqué, la Convention nationale des associations de protection de l'enfant (Cnape), qui a envoyé une délégation sur place en janvier, alerte sur les conséquences de ce climat pour les intervenants associatifs mobilisés sur la protection de l'enfance.

Confrontés à la violence, des Mahorais fuient pour la Réunion

Libération, 09/02/2024, n° 13253, p. 13

Face à l'insécurité à Mayotte, nombre d'habitants envisagent l'exil vers l'île voisine, où les acteurs de terrain disent prendre en charge de plus en plus de personnes depuis l'opération Wuambushu.

[Retour sommaire](#)

Insécurité à Mayotte : "On n'en peut plus, on est à bout"

Libération, 09/02/2024, n° 13253, p. 12-13

Depuis le 22 janvier, les principaux axes routiers du département d'outre-mer sont bloqués par des manifestants qui demandent plus de moyens pour lutter contre les violences et l'immigration. Sur place, la vie est à l'arrêt.

Biodiversité : Un appel à projets pour protéger les mangroves

Francetvinfo.fr, 08/02/2024

<https://la1ere.francetvinfo.fr/biodiversite-un-appel-a-projets-pour-protoger-les-mangroves->

L'Initiative française pour les récifs coralliens (Ifreco) et la Fondation de la Mer lancent un appel à projets pour toutes les associations ultramarines qui œuvrent pour la protection des mangroves. Les candidatures se font en ligne jusqu'au 2 avril.

Logement : en Outre-mer, il y a urgence à agir

Francetvinfo.fr, 08/02/2024

<https://la1ere.francetvinfo.fr/logement-en-outre-mer-il-y-a-urgence-a-agir>

Dans un rapport publié début février, le Haut Comité pour le Droit au Logement (HCDL) pointe du doigt les conditions de logements qui se dégradent en France, particulièrement dans les Outre-mer. Le HCDL formule plusieurs préconisations pour réduire le fossé qui se creuse années après années entre l'Hexagone et les territoires ultramarins.

En Martinique, des mesures pour lutter contre l'exode de la jeunesse

Lemonde.fr, 07/02/2024

<https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/02/07/en-martinique-des-mesures-pour-lutter-contre->

Dans la désormais plus « vieille » région de France, élus et structures associatives œuvrent pour tenter de freiner l'effondrement de la population et faire revenir les Martiniquais de la diaspora.

Le droit des fonctions publiques des outre-mer - Chronique 2023

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 02/2024, n° 2, p. 71-77

Cette chronique annuelle a pour objectif d'analyser, d'un point de vue juridique, la fonction publique des outre-mer français. Elle résulte d'une sélection opérée par ses auteurs (nécessairement subjective) à partir de l'actualité de l'année 2023. Sont étudiés non seulement les décisions juridictionnelles, spécialement celles des juridictions du fond, mais également les textes législatifs et réglementaires ainsi que les textes non normatifs (circulaires, questions au gouvernement, etc.) La pluralité des outre-mer comme les différents versants de la fonction publique y sont, autant que possible, représentés. Puisse cette chronique mettre en lumière ce pan trop souvent méconnu du droit de la fonction publique pour mieux appréhender ses spécificités et sa complexité.

Sciences Humaines/Société

Voyage dans les nouvelles solitudes

Le 1, 14/02/2024, n° 483

Solitude choisie ou isolement ? Plus d'un quart des Français disent se « sentir seul », quand d'autres aspirent à rejoindre un cocon, loin du vacarme du monde. Plongée dans l'« épidémie de solitude » actuelle.

[↩ Retour sommaire](#)

Sécurité civile et publique

Dans la capitale, un entraînement inédit pour se préparer aux chaleurs extrêmes

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 19/02/2024, n° 2703, p. 44-45

<https://www.lagazettedescommunes.com/913394/dans-la-capitale-un-entrainement-inedit>

Les prévisions climatiques montrent que l'ensemble de l'Hexagone, ou presque, pourrait être soumis à des températures démesurées d'ici le milieu du siècle. La capitale, vulnérable aux chaleurs intenses, s'est focalisée sur un événement extrême comme la canicule et a travaillé sur une gestion de crise au sens large et son adaptation au long cours.

Nouvelle salve de mesures contre les violences envers les élus

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 19/02/2024, n° 2703, p. 8-10

<https://www.lagazettedescommunes.com/913531/violences-envers-les-elus-une-nouvelle-salve->

La proposition de loi visant à mieux protéger les élus a été votée le 7 février. Mis en lumière par plusieurs affaires retentissantes en 2023, le phénomène de violence connaît une ampleur inédite avec 15 % d'atteintes supplémentaires l'an dernier.

Loin du mythe de l'écologie punitive, la faiblesse des polices de l'environnement

TheConversation.com, 13/02/2024

<https://theconversation.com/loin-du-mythe-de-lecologie-punitive-la-faiblesse-des-polices-de->

Les polices de l'environnement sont la cible de critiques et d'attaques de plus en plus médiatisées. Pourtant, leurs missions, leurs prérogatives et leurs activités restent très peu connues. Les agents de l'Office français de la biodiversité (OFB) n'avaient d'ailleurs fait l'objet d'aucun ouvrage universitaire jusqu'à celui-ci. Les sociologues Léo Magnin, Rémi Rouméas et l'agrégé de philosophie Robin Basier nous y font découvrir les moyens plus que modestes de ses fonctionnaires censés réaliser une tâche colossale : l'OFB dispose seulement de 1700 inspecteurs pour constater et rechercher les infractions environnementales commises sur les 641 000 kilomètres carrés du territoire français. . .

Ces collectivités qui cherchent à limiter la prolifération des chats errants

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 12/02/2024, n° 2702, p. 38-39

<https://www.lagazettedescommunes.com/912383/ces-collectivites-qui-cherchent-a-limiter>

La population de chats errants ne cesse d'augmenter, entraînant risques sanitaires et déclin de la biodiversité. La condition animale préoccupe aussi les électeurs.

La gestion de l'errance animale est un pouvoir de police du maire. Une politique de gestion, avec les associations, permet de contrôler la surpopulation et les coûts.

Selon les associations, les campagnes de stérilisation et relâchage ont prouvé leur efficacité, devant les autres méthodes de gestion, moins éthiques.

Les députés actent la reconnaissance de la médiation sociale

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 12/02/2024, n° 2702, p. 11

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41398136/les-deputes-actent-la-reconnaissance>

La proposition de loi de Patrick Vignal a été adoptée le 29 janvier à l'unanimité.

Elle crée un véritable statut de médiateur social.

Quand les sapeurs-pompiers se racontent en podcast

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 12/02/2024, n° 2702, p. 40

<https://www.lagazettedescommunes.com/912556/quand-les-sapeurs-pompiers-se-racontent>

Missions, recrutements, information. . . Afin de toucher le grand public, les soldats du feu prennent le micro.

<https://podcast.ausha.co/spy-cast/s01-ep10-jean-luc-confronte-aux-inondations>

Risque terroriste à l'échelle communale : le rôle du maire dans la prévention et l'intervention

Maire-info.com, 07/02/2024

<https://www.maire-info.com/terrorisme/risque-terroriste-%EF%BF%BD-l%27echelle-communale->

La commission prévention de la délinquance et sécurité de l'AMF s'est réunie autour du sujet de la sensibilisation au risque terroriste à l'échelle communale. Maires et représentants des services de sécurité ont fait un point sur les rôles de chacun, alors que le sujet du terrorisme reste particulièrement d'actualité.

[↩ Retour sommaire](#)



Le Projet Mana, un serious game pour aider les collectivités à se protéger des inondations

Demainlaville.com, 06/02/2024

<https://www.demainlaville.com/le-projet-mana-un-serious-game-pour-aider-les-collectivites->

Face au risque d'inondations, qui touche aujourd'hui près d'une commune sur deux en France, les solutions fondées sur la nature s'imposent petit à petit comme la grande tendance à suivre. Et pour aider les territoires, les chercheurs de l'INRAE ont mis au point un serious game de co-construction afin de sensibiliser aux solutions fondées sur la nature (SFN).

Focus sur . . . Politique de prévention et de lutte contre l'incendie de forêt dans un contexte d'extension et d'intensification du risque dû au changement climatique / Inspection Générale de L'environnement et du Développement Durable, 01/02/2024

<https://www.igedd.developpement-durable.gouv.fr/focus-sur-politique-de-prevention-et-de-lutte->

Selon les modélisations climatiques les plus récentes, et en se plaçant dans une gamme de scénarios plausibles du GIEC (. . .), le rapport interministériel, commandé par le gouvernement à l'inspection générale de l'administration (IGA), au conseil général de l'alimentation de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), et à l'inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD), dresse un panorama très préoccupant de l'évolution du risque feux de forêt à moyen et long termes.

Ces maires qui continuent de prendre des arrêtés anti-pesticides

Lettre du cadre territorial (La), 02/2024, n° 575, p.40-41

<https://www.lettreducadre.fr/article/ces-maires-qui-continuent-de-prendre-des-arretes->

Pour le Conseil d'Etat, les maires n'ont pas le droit de signer des arrêtés pour interdire ni réglementer l'utilisation de produits phytosanitaires sur leur territoire. Malgré cela, certains persistent. Leur objectif : alerter l'Etat et le grand public sur les risques encourus pour la population

Services techniques et transitions écologiques

Fin des concessions : les collectivités veulent leur part du gâteau autoroutier

Courrierdesmaires.fr, 20/02/2024, n° 375, p. 16-17

Branle-bas de combat chez les élus locaux : il faut trouver des recettes pour financer 1 million de kilomètres de routes communales et départementales. En ligne de mire des collectivités : les 11 milliards d'euros de recette annuelles issues des péages autoroutiers. Car la fin des concessions approche et la rente attise les convoitises.

L'eau du robinet se fait un nom au pays du champagne

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 19/02/2024, n° 2703, p. 41

<https://www.lagazettedescommunes.com/913221/leau-du-robinet-se-fait-un-nom->

En lançant sa Cuvée 47, la CA Épernay agglo Champagne a voulu inciter la population à boire l'eau potable en reprenant les codes du vin effervescent.

La communauté Ponts sur Expertises.territoires : un outil pour monter en compétence sur la gestion des ouvrages d'art

Cerema.fr, 12/02/2024

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/communaute-ponts-expertisesterritoires-outil-monter>

Depuis le lancement du Programme National Ponts, la gestion du patrimoine des ouvrages d'art communaux est de plus en plus considérée comme un véritable enjeu par les communes, ainsi que par les EPCI en charge de cette compétence. Ces acteurs, qui s'organisent pour prendre en main et développer la gestion des ponts et des murs, peuvent trouver un appui dans une communauté thématique hébergée sur la plateforme Expertises.Territoires.

Cette "Communauté Ponts" est un outil pour l'acculturation, le partage de ressources et d'expériences, et vise en particulier à devenir un écosystème pour les gestionnaires d'ouvrages d'art dans les territoires.

[↩ Retour sommaire](#)

Lille signe des accords pour planter plus d'arbres en ville

Linfodurable.fr, 12/02/2024

<https://www.linfodurable.fr/lille-signes-des-accords-pour-planter-plus-darbres-en-ville-43731>

La mairie de Lille a signé lundi deux conventions inédites avec les fournisseurs d'énergie Enedis et Dalkia afin de mieux concilier plantation d'arbres et réseaux souterrains, et faciliter l'adaptation de la ville face au dérèglement climatique.

Débat : l'agriculture et l'écologie sont-elles irréconciliables ? La Terre au carré

France Inter, 08/02/2024, 55 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/la-terre-au-carre/la-terre-au-carre->

Le mouvement de contestation des agriculteurs a notamment été présenté comme une contestation des normes environnementales. L'écologie ne serait-elle pas au contraire un des leviers pour sortir l'agriculture de la crise ?

Hiérarchiser un réseau départemental pour identifier les axes à gains en sécurité routière : retour d'expériences pour la définition d'une méthode

Cerema.fr, 08/02/2024

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/hierarchiser-reseau-departemental-identifier-axes-gains>

Optimisation de la réduction de la vulnérabilité routière des réseaux départementaux : une approche collaborative entre territoires pour construire une méthode.

La Chaire Agricultures Urbaines publie deux nouvelles études

agri-city.info, 02/02/2024

<https://www.agri-city.info/fr/dossiers-et-articles/fermes-urbaines/la-chaire-agricultures-urbaines->

La Chaire partenariale de la Fondation AgroParisTech a publié en ce début d'année deux études : "Logistique de l'agriculture urbaine professionnelle parisienne : atouts et contraintes du cadre urbain sur la performance logistique de ces nouveaux circuits alimentaires" et "Construction de sol & agriculture urbaine ". Présentation.

Pirmil-les-Isles : Les ambitions bas carbone se concrétisent

Traits urbains, 02/2024, n° 141, p. 50-52

A Rezé (Loire-Atlantique), les esquisses des cinq premiers îlots du projet urbain Pirmil-les-Isles ont été présentées fin 2023. Elles concrétisent les grandes ambitions affichées en matière de procédés constructifs bas carbone et laissent entrevoir de nouvelles façons d'habiter la ville. Immersion dans un quartier où la transition écologique et sociétale se conjugue au futur proche.



Nouvelle-Aquitaine : une plateforme web référence les expériences exemplaires d'adaptation, 02/2024

<https://cartes.nouvelle-aquitaine.pro/portal/apps/experiencebuilder/experience>

Cette interface vous propose de découvrir les réalisations exemplaires d'Adaptation au Changement Climatique en Nouvelle-Aquitaine.

N'hésitez pas à zoomer sur la carte pour découvrir l'ensemble des réalisations exemplaires, parfois localisées au même endroit.

"Pour concilier densité et biodiversité, nous devrions construire des banlieues à l'anglaise"

Lettre du cadre territorial (La), 02/2024, n° 575, p.44-45

Comment penser biodiversité en ville ? Existe-t-il des formes urbaines plus favorables au développement du vivant ? La densification nuit-elle à la biodiversité ? Morgane Fléau, maîtresse de conférence en géographie et aménagement à l'université de Lorraine, nous en dit plus.

Espaces verts - Saumur : sous le béton. . . l'aventure !

Lettre du cadre territorial (La), 02/2024, n° 575, p. 42-43

C'est sur le site d'une ancienne école désaffectée que le terrain d'aventure du "Clos Coutard" à Saumur (27 000 habitants, Maine-et-Loire) a pris racine.

[🔍 Retour sommaire](#)

Quand tous les services parlent biodiversité

Lettre du cadre territorial (La), 05/01/2024, n° 575, p. 38-39

<https://www.lettreducadre.fr/article/quand-tous-les-services-parlent-biodiversite.54439>

La biodiversité concerne quasiment toutes les politiques publiques d'une collectivité. Terminé le travail en vertical, élus et agents des différentes directions usent d'agilité pour préserver la diversité du vivant.

Social/Santé

Insertion : un accompagnement au plus près des bénéficiaires du RSA

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 19/02/2024, n° 2703, p. 39

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41409250/un-accompagnement-au-plus-pres>

Le RSA rénové que teste le département de l'Aisne fait partie des 18 expérimentations dans le cadre de France Travail.

Prévenir les conflits d'intérêts dans les établissements sociaux et médicosociaux

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 19/02/2024, n° 2703, p. 64-65

<https://www.lagazettedescommunes.com/913410/prevenir-les-conflits-dinterets-dans-les->

Depuis les lois de 2013 de transparence de la vie publique, les établissements sociaux et médicosociaux n'échappent pas aux règles de prévention et de sanction des conflits d'intérêts.

Tout agent public est soumis à une obligation de prévention en amont mais, également, à une obligation de correction des situations avérées de conflit d'intérêts.

L'agent public estimant se trouver en situation de conflit d'intérêts en informe son supérieur hiérarchique afin qu'il apprécie s'il y a lieu de mettre en place une mesure de déport.

Réforme du RSA : des premiers pas réussis mais . . . [Dossier]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 12/02/2024, n° 2702, p. 26-32

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41398204/reforme-du-rsa-des-premiers-pas>

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41398208/formation-aide-a-la-garde-d-enfants>

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41398212/-a-ce-jour-les-quinze-heures-d-activite->

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41398214/les-raisons-d-une-surveillance>

La loi "plein-emploi" prévoit de généraliser, au 1er janvier 2025, un "accompagnement rénové" des allocataires du RSA qui devront signer un contrat d'engagement comprenant, sauf exception, quinze heures d'activités par semaine.

Depuis quelques mois, 18 territoires expérimentent ce dispositif, soutenus par d'importants moyens. Les premiers résultats sont là : délais raccourcis, suivi intensif orienté vers l'emploi, meilleure coopération entre acteurs et offre d'insertion étoffée.

L'expérimentation doit s'étendre cette année, avant d'être généralisée l'an prochain. Les départements se demandent comment trouver les ressources humaines et financières nécessaires à la mise en place de l'accompagnement renforcé.

Des stéréotypes de genre encore très ancrés, notamment chez les hommes

DREES - études et résultats, 08/02/2024, n° 1294

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communique-de-presse/etudes-et-resultats>

La Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) publie une étude concernant l'opinion des personnes résidant en France métropolitaine sur les stéréotypes de genre. Cette étude révèle que la majorité des Français rejette les stéréotypes de genre pris dans leur ensemble. Les représentations stéréotypées liées au soin apporté aux autres sont celles qui rencontrent le plus d'adhésion. De manière générale, l'adhésion aux stéréotypes de genre est plus marquée parmi les hommes, les plus âgés, les immigrés et les personnes ayant une pratique religieuse. À l'inverse, les femmes et les personnes diplômées du supérieur sont surreprésentées parmi les personnes qui les rejettent. L'étude confirme aussi l'inégale répartition des tâches domestiques au sein des couples, d'autant plus marquée qu'il y a adhésion aux stéréotypes de genre.

[☞ Retour sommaire](#)

Burn-out des travailleurs sociaux, l'échec du collectif

Média social (Le), 01/02/2024

Les travailleurs sociaux sont particulièrement touchés par le burn-out. Épuisés, non tant par la relation avec les usagers que par leur contexte de travail et la perte de sens qui peut y être liée. Les burn-out d'individus sont le symptôme d'une organisation collective défailante, dont dirigeants, cadres et équipes devraient pouvoir discuter ensemble.

Mauges Communauté : coordonner les soins grâce au contrat local de santé

Contrats publics : l'Actualité de la commande et des Contrats publics, 02/2024, n° 250, p. 25

<https://www.intercommunalites.fr/publications/magazine-fevrier-2024-tournant-numerique->

Adaptation de l'offre de soin à chaque commune, prévention et prise en charge en santé mentale, lien avec l'hôpital public et l'Education Nationale. . . Le second contrat local de santé de Mauges Communauté affiche de nouvelles priorités tout en poursuivant les actions déjà engagées.

La santé à la casse

Monde diplomatique (Le), 02/2024, n° 839, p. 13-17

Il n'y a pas qu'à l'école que sévit le séparatisme. La sécession des élites met en péril la santé de tous. L'industrie se préoccupe de dividendes plutôt que de fournir les médicaments essentiels (lire « Pourquoi des médicaments essentiels viennent à manquer »). Des médecins désertent vers l'hôpital privé, financé à 90 % sur fonds publics, moins épuisant et plus rémunérateur. Les patients ordinaires ? Souvent laissés à la vigilance de praticiens étrangers précaires (lire « Étrangers et précaires. . . mais médecins ») ou de personnels paramédicaux maltraités par une administration autoritaire (lire « Les petits soldats de l'hôpital-entreprise »). Quand ils ne renoncent pas aux soins. Un ouvrier a pourtant deux fois plus de chances qu'un cadre de développer un diabète ou une maladie psychiatrique. L'égalité demeure une idée neuve en matière de santé. La socialisation, le moyen de sa concrétisation (lire « Et surtout, l'égalité »).

Validation de l'expérience - Des parcours facilités ?

Direction(s), 02/2024, n° 227, p. 22-29

Trop complexe, trop longue, trop incertaine... La validation des acquis de l'expérience version 2002 a vécu. Depuis juillet 2023, le service public France VAE vise une simplification et une modularisation des parcours. Pour le secteur en première ligne, la réforme porte, à terme, de réels atouts en matière de montée en compétences et de recrutement. D'ici-là, les questionnements prédominent.

- Une version propre aux travailleurs d'Esat
- « Une réforme incomplète »
- Vers un afflux de cadres ?
- Une action hybride qualifie des aides-soignants

<https://vae.gouv.fr/>

<https://www.senat.fr/notice-rapport/2022/r22-807-notice.html>

La loi immigration : quel impact sur les collectivités territoriales ? / ANTROPOLI Emma

Fondation Jean Jaurès, 31/01/2024, 8 p.

<https://www.jean-jaures.org/publication/la-loi-immigration-quel-impact-sur-les-collectivites-territoriales/>

Dans cette huitième contribution de notre série « Asile, immigration, intégration », Emma Antropoli, maire adjointe au Pré-Saint-Gervais en Seine-Saint-Denis, revient sur les conséquences de la loi immigration pour les collectivités territoriales. Si le Conseil constitutionnel a censuré 32 articles, notamment ceux portant sur l'action sociale des collectivités territoriales, la loi immigration a une portée symbolique fragilisant le principe d'égalité et l'idéal de fraternité. Pour l'élue, c'est tout le pacte républicain et démocratique qu'il faudrait repenser.

La santé environnementale au coeur de la prévention [Dossier]

Cahiers de la puériculture (Les), 01/2024, n° 373, p. 13-31

- De l'origine de la santé environnementale à la prévention auprès des familles
- Le nouveau-né prématuré face aux perturbateurs endocriniens
- Aider les familles à préserver leur santé et la qualité de leur environnement
- Des initiatives d'infirmières puéricultrices pour promouvoir la santé environnementale
- Penser sa pratique professionnelle dans un objectif écologique

[↩ Retour sommaire](#)



Pour aller plus loin...

Sites internet

démocratieS, le média critique de la participation

« Le média démocratieS a été créé en 2023 sous l'impulsion de l'ICPC, Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne, avec des partenaires associatifs et publics. Nous pensons que la démocratie est au cœur des autres sujets, que son état et sa vivacité détermineront les transitions à venir... »

<https://democraties.media/>

Bibliothèque des Initiatives RH

Les initiatives RH, sélectionnées par la DGAFP, font l'objet de fiches détaillées, décrivant le projet et sa genèse, les difficultés rencontrées et les moyens mis en œuvre. Les documents de travail (cahier des charges, calendrier des étapes, méthodologie, livrables, rapport d'évaluation, description de l'investissement mobilisé ...) sont mis à la disposition des professionnels RH afin d'être partagés et mutualisés dans un cadre inter-fonctions publiques.

[Les initiatives RH | Bibliothèque des initiatives RH \(fonction-publique.gouv.fr\)](https://fonction-publique.gouv.fr/)

La Base du numérique d'intérêt général

Qu'est-ce que La Base du numérique d'intérêt général ?

- Une base de connaissances
- Un espace de partage et d'échanges
- Un outil de présentation, de valorisation de vos productions, et de partage de votre expérience

<https://labase.anct.gouv.fr/>

LABSOLU, Laboratoire d'Innovation Publique de la Région des Pays de la Loire

propose « L'innovation publique : un guide pratique pour agir différemment »

<https://fr.calameo.com/read/002150178c5e448cf3d1d>

Territoires audacieux, 2019

Territoires-Audacieux.fr est dédié à la valorisation des initiatives à impact positif issues des collectivités publiques. Son objectif ? Mettre en lumière tous ceux qui osent, sur leur territoire, mettre en place des projets innovants....

<http://www.territoires-audacieux.fr/>

Territoires conseil

Base d'expériences de la Banque des Territoires (Caisse des dépôts)

<https://www.banquedesterritoires.fr/collectivites-epl>

La 27^{ème} Région


<http://www.la27eregion.fr/>

LaBase, laboratoire d'innovation publique en Nouvelle-Aquitaine, porté par le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR), la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), le Département de la Gironde et Bordeaux Métropole.

<https://www.facebook.com/LaBaseNA>

M3 La prospective de la Métropole de Lyon

<http://www.millenaire3.com>

-  Pour vous permettre d'approfondir certaines thématiques, le réseau des documentalistes du CNFPT vous propose des Lettres d'Information Documentaire mensuelles. Ces lettres, au nombre de 14, traitent des informations relatives aux différents champs de l'action publique locale. Vous avez la possibilité de vous y abonner gratuitement sur le Wikiterritorial du CNFPT en cliquant [ici](#)

[↩ Retour sommaire](#)



Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT

Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.

Pour toute question, vous pouvez vous adresser à l'équipe du Centre de Ressources Documentaires de l'Inset Angers en écrivant à l'adresse suivante : documentation.insetangers@cnfpt.fr

[Retour sommaire](#)

Bulletin documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1
www.cnfpt.fr

Directrice de publication : **Marion Leroux**

Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**

Conception et réalisation : **Bérangère Guillet, Marie-Christine Marchand**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2024 CNFPT/ INSET D'ANGERS

[Retour sommaire](#)